

Luc Frieden, Premierminister
Ministère d'État
2, place de Clairefontaine
L-1341 Luxembourg

Claude Wiseler, President vun der Chamber
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Lettre ouverte au Premier ministre et au Président de la Chambre des Députés

Initiative multipartite pour une démocratie forte

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Président de la Chambre des Députés,

nous constatons actuellement que les démocraties occidentales sont de plus en plus menacées, les partis populistes et d'extrême-droite gagnant du terrain dans le monde entier.

Les États-Unis ont réélu président un homme qui promet d'être un « dictateur dès le premier jour ». La France se trouve dans une crise politique profonde. En Italie, un parti néo-fasciste fait partie du gouvernement. En Autriche, il semble que le FPÖ est sur le point d'obtenir le poste de chancelier. Et en Allemagne, l'AfD obtient environ 20 % de soutien dans les sondages. L'instabilité politique en Europe et au-delà est aujourd'hui une réalité. Même si de telles conditions semblent loin de nous, le Luxembourg n'est pourtant pas une île.

À cette évolution s'ajoute une vague de désinformation. Qu'elle soit d'extrême droite, xénophobe ou en faveur de l'autocratie, elle est multipliée par les réseaux sociaux et obtient ainsi de plus en plus d'attention. Les plateformes en question nient leur responsabilité dès que l'opportunité se présente, comme démontré par la récente décision de Meta de ne plus faire de fact-checking aux États-Unis. À cela s'ajoute l'influence croissante de personnes comme Elon Musk, qui utilise sa richesse et sa plateforme médiatique pour influencer les élections dans d'autres pays en faveur des partis d'extrême droite.

L'absurdité : il est fait appel à la libre expression d'opinion, qu'ils prétendent vouloir renforcer. Cependant, ce n'est qu'une couverture pour faire place à la désinformation et des pensées haineuses ainsi qu'affaiblir les institutions démocratiques. Une distorsion de la réalité, qui risque à terme de détruire exactement ce qu'ils clament vouloir protéger : la liberté.

Notre continent a déjà fait l'expérience de ce qui peut arriver lorsque des boucs émissaires sont créés, que la haine se propage, que les idées radicales de droite prennent le dessus et qu'en même temps les opposant.e.s ne se mobilisent pas avec assez de véhémence. De la même manière, nous ne voulons pas remettre notre avenir entre les mains de milliardaires issus de la Big-Tech qui veulent détruire les structures démocratiques.

Si elles veulent avoir un avenir, les démocraties doivent trouver des moyens pour s'y opposer.

C'est un effort qui ne peut réussir qu'au-delà des lignes partisans, avec toutes celles et ceux qui soutiennent les principes démocratiques fondamentaux. C'est pour cette raison que nous vous écrivons cette lettre de notre propre initiative en tant que personnes engagées dans différents partis qui soutiennent les valeurs de la démocratie et de la liberté.

Nous sommes convaincu.e.s qu'il faut maintenant mener un débat sur la manière dont nous pourrions résister aux menaces décrites ci-dessus et ainsi préserver et renforcer notre liberté.

Un aspect important est la réglementation des médias sociaux et des autres plateformes en ligne. Le Luxembourg devrait s'engager au niveau de l'UE en faveur d'une mise en œuvre ambitieuse des lois sur les marchés et les services numériques, et également veiller à ce que, si nécessaire, des amendes soient prononcées à l'égard des plateformes. De la même manière, il est également important de lutter plus efficacement contre la désinformation, en examinant, par exemple, ce qui peut être amélioré en matière d'éducation aux médias ou de quelle manière la presse indépendante et le « fact-checking » peuvent être renforcées. Et enfin, nous devrions également réfléchir aux moyens par lesquels nous pouvons améliorer la participation, par exemple en augmentant et en améliorant la participation des citoyen.ne.s. Pourquoi ne pas mettre en place un plan d'action national - élaboré en collaboration avec un conseil citoyen - pour renforcer notre démocratie ?

Nous pensons que le moment est venu de lancer un débat sociétal et un effort multipartite pour aborder ensemble ces questions. Parce que cela nous concerne toutes et tous.

Nous serions ravis d'avoir un échange avec vous à ce sujet, dans le but de voir comment nous pouvons élaborer et mettre en œuvre des solutions multipartites pour une démocratie forte et résiliente.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Président de la Chambre, l'expression de nos sentiments respectueux,

Fabricio Costa, déi gréng

Danielle Filbig, LSAP

Jessie Thill, déi gréng

Sammy Wagner, LSAP

Jana Degrott, DP

Vincent Reding, CSV

Michael Agostini, DP

Jill Goeres, CSV